



## Jacques FATH

Membre du Conseil national, du comité exécutif et de la coordination nationale du Parti communiste français (PCF), chargé des relations internationales.

Auteur de « *Penser l'après* » (éd. Arcane)

“ Le capitalisme est devenu son propre ennemi ”

*Retrouvez la contribution de Jacques Fath, à l'occasion de notre séminaire sur “Les enjeux de la paix dans le monde aujourd'hui”, organisé par le Mouvement de la Paix en partenariat avec la CGT le 30 janvier 2016 en marge du Conseil national du Mouvement de la Paix.*

“ J'ai pris le parti de répondre à cette question, au pied de la lettre mais à ma façon: en essayant de montrer quels sont les facteurs de l'insécurité dans le monde d'aujourd'hui, et ce que devrait être une conception positive de la sécurité.

Le terme “sécurité” provoque toujours une certaine méfiance et de la prévention. Durant toute la Guerre froide, en effet, il fut lié aux confrontations et équilibres des grandes puissances, à la dissuasion, à la maîtrise des armements (et non aux enjeux du désarmement), aux logiques de puissances... Avec le basculement géopolitique de la chute du mur de Berlin (1989) et la fin de l'antagonisme des blocs, l'enjeu de la sécurité, dans un monde stratégique bouleversé, n'est globalement plus le même.

On dit aujourd'hui que la guerre a changé de nature. Ce qui est vrai. On parle de guerres asymétriques, hybrides, de cyberguerres, de guerres

civiles et de terrorisme...Tout cela correspond à des réalités. Il s'agit d'une description des formes actuelles des conflits. Mais cela n'explique pas grand chose. Il faut aller chercher les causes de ces crises et de cette nouvelle conflictualité pour comprendre.

### **Les causes sont essentiellement de deux ordres, mais tout est lié...**

1) Les crises sociales, le sous-développement dans toutes ses dimensions, la pauvreté, la corruption, les humiliations...C'est à dire les insécurités, les vulnérabilités induites par la crise du mode de développement capitaliste et les conséquences du néolibéralisme, et de l'ajustement structurel au Sud. On peut dire que le capitalisme n'a plus d'adversaires extérieurs. En quelque sorte, il est devenu son propre ennemi puisqu'il est la cause première de ses propres problèmes.

2) Les déstabilisations induites par les dominations, les ingérences, les interventions militaires néo-impériales et néo-coloniales. On constate aisément à quel point les guerres d'Afghanistan, d'Irak, de Libye ont propulsé les facteurs de crise, aggravé les conflits, encouragé les principaux acteurs des affrontements.

Tout ceci constitue l'aspect le plus nouveau : les conditions de la sécurité nationale, régionale, internationale sont détruites par la crise et par les réponses que les puissances occidentales, principalement, lui apportent. On voit que les facteurs de causalité ont été globalement inversés. Ce n'est plus, comme durant la Guerre froide, la confrontation des grandes puissances qui, essentiellement, structure et détermine les conflits. Ce sont des causes systémiques, internes, structurelles qui constituent un facteur déclenchant déterminant des conflits et de l'insécurité.

Cependant, cette inversion, qui est le résultat d'un basculement géopolitique majeur, ne supprime pas l'affrontement stratégique des grandes puissances.

Dans tous les conflits, on constate que cet affrontement prend une grande dimension. Et plus le conflit s'exacerbe en élargissant les

insécurité, plus le jeu des puissances s'affirme. C'est le cas dans les crises syriennes ou ukrainiennes, par exemple. C'est le cas en Asie et en Afrique avec un repartage des tâches qui laisse la France intervenir militairement dans son champ néo-colonial.

Il se crée ainsi quelques alliances, convergences ou coalitions complexes sous la direction ou la supervision de grandes puissances.

Par exemple, dans la crise syrienne, la coalition USA / Arabie Saoudite / Pays du Golfe / Turquie, avec Israël qui tient une place particulière vis à vis de cette coalition. Cette coalition est complexe au sens où chacune des puissances régionales a ses intérêts propres et des motivations stratégiques spécifiques... ainsi que ses adversaires prioritaires. Ce qui accroît encore les contradictions et les problèmes de sécurité. La Turquie, par exemple, fait partie de la coalition anti-Daech, mais elle cherche d'abord à frapper les Kurdes. L'Arabie Saoudite fait partie de cette même coalition, mais elle vise d'abord l'Iran...

On est donc loin de la Guerre froide, évidemment, mais il y a, dans le contexte actuel, une persistance de confrontations stratégiques de grandes dimensions pour des zones d'influence, pour des intérêts politiques, économiques, énergétiques...

C'est dans ce contexte compliqué que le combat pour la Paix et la sécurité des peuples se situe aujourd'hui. Et on ne peut progresser vers une situation de paix que si on agit pour construire, reconstruire une sécurité dans toutes ses dimensions.

C'est la sécurité économique, sociale, institutionnelle, écologique comme ensemble de facteurs déterminants. Cela touche aux politiques publiques nationales. C'est aussi la sécurité internationale par le désarmement (pour tous les types d'armes), par la négociation de mesures de confiance, par la coopération, par la démilitarisation des pratiques dans les relations internationales, l'interdiction du commerce des armes, etc. Et tous ces processus nécessitent une démarche multilatérale, le renforcement du rôle de l'ONU.

Je souhaite soulever, en particulier, trois enjeux ou débats importants (parmi d'autres):

### **1) Le débat institutionnel.**

C'est l'enjeu du multilatéralisme, du droit, de l'ONU. Il est politiquement décisif. Prendre des décisions collectives pour résoudre des problèmes communs sur la base du droit et de la légitimité que donne la Charte des Nations-Unies... c'est s'inscrire dans une démarche contraire à celle de l'unilatéralisme et des logiques de puissance néo-impériales. Changer de cadre et de méthode, c'est déjà changer sur le fond, et contribuer à transformer la nature des relations internationales.

C'est le Conseil de sécurité de l'ONU qui exerce la responsabilité principale dans le domaine de la paix et de la sécurité internationale. Le débat peut porter sur les missions, le droit de veto, le statut et la représentativité des membres de cet organe dominant... Mais il doit porter surtout sur l'ensemble de l'Organisation, sa sauvegarde, son renforcement. Et c'est plus compliqué qu'il n'y paraît, tellement l'ONU fait l'objet d'une instrumentalisation dans les logiques de guerre et les politiques de puissance...et tellement elle fait l'objet aussi d'un affaiblissement de son rôle par la multiplication des « cadres de substitution » que sont les G8, G20, des instances comme les groupes de contact ou des conférences où l'ONU n'est qu'un membre parmi d'autres... Et il y a, bien sûr, le poids du rôle envahissant de l'OTAN comme organisation politico-militaire se donnant une vocation stratégique d'intervention mondiale dans un esprit « régénéré » de Guerre froide. Rappelons que les Nations-Unies, comme organisation universelle, doivent être le lieu légitime du multilatéralisme et de la coopération dans l'esprit de sa Charte.

D'une façon générale, il est nécessaire d'être très présents et créatifs dans cet enjeu institutionnel qui touche directement aux contenus des politiques étrangères, de défense et de sécurité.

### **2) Le débat budgétaire.**

Au nom de l'exigence de sécurité, beaucoup, à droite et à gauche et chez les professionnels concernés, appellent à une augmentation substantielle des budgets de défense et de l'intérieur. Certains, face à l'importance de la menace terroriste, prônent une sorte de basculement budgétaire total,



une restructuration budgétaire globale qui signifierait une fin ou un affaiblissement fatal de ce qu'on appelle « l'État providence ». Des responsables politiques se sont exprimés de cette façon (J. Attali ou B. Lemaire par exemple), des militaires l'ont fait aussi, comme le Général Vincent Desportes ou le Colonel Michel Goya.

L'idée est de mettre en concordance, d'une part, l'identification des menaces telles qu'elles apparaissent dans le Livre Blanc pour la Défense et la Sécurité Nationale (LBDSN 2008 et 2013), et d'autre part, les moyens engagés pour y faire face. Ce basculement budgétaire d'ensemble consisterait à donner, de façon urgente, toute la priorité aux quatre budgets dits régaliens : défense, diplomatie, sécurité et justice.

C'est, à la clé, une atteinte brutale aux budgets publics économiques et sociaux dans leur portée et leur cohérence, et un démantèlement des droits et acquis sociaux qui vont avec. Avec la politique anti-sociale du gouvernement, des pas importants et inquiétants sont faits dans cette direction. Avec ce projet de restructuration budgétaire globale on assiste à une inacceptable pression pour légitimer et précipiter cette orientation. C'est une destruction rapide du modèle social français dont il est question.

La bataille à mener porte donc sur la nature des politiques publiques, et y compris sur les politiques européennes concernées. Contre l'austérité, pour le maintien et le renforcement des engagements budgétaires et politiques consacrés aux dépenses sociales, pour un mode de développement garantissant un progrès des conditions de vie, une croissance durable, les reconstructions étatiques et sociales lorsque cela s'impose, en particulier au sud dans le cadre de crises avec la déliquescence d'états... Cette bataille porte en même temps sur la façon dont on doit construire de la sécurité par le désarmement et le règlement des conflits. Sur le plan international, on rejoint ainsi l'exigence de la sécurité humaine telle qu'elle a été initiée par l'ONU il y a plus de 20

ans. C'est une façon de nourrir ce qu'on appelle la culture de paix. Il s'agit d'une toute autre logique pour un nouveau mode de développement.

### **3) Le débat stratégique.**

On constate, depuis les deux mandats de George Bush et avec Barak Obama, ainsi que Nicolas Sarkozy et François Hollande pour la France, l'échec des politiques de guerre au sens où non seulement ces guerres ne résolvent aucun des problèmes posés, mais, en plus, elles aggravent les conflits, élargissent les déstabilisations, nourrissent la violence politique et le terrorisme. On aboutit ainsi à davantage d'insécurités. Ce qui conduit à une mise en cause indispensable des logiques de guerre, donc des politiques de puissance et de l'exercice de la force.

Allons plus loin. Cette bataille nécessaire implique aussi, de mon point de vue, la mise en cause de la prévalence de la pensée stratégique dominante fondée sur la recherche de la sécurité par la priorité au militaire et par la force.

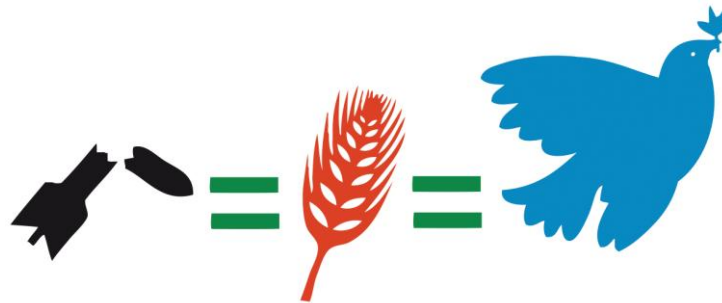
De la même manière que le néo-libéralisme est un mode de gestion pour les règles et les logiques du capital, je crois qu'on peut dire que la pensée stratégique dominante, c'est le mode de gestion des logiques de puissance inhérentes au capitalisme et à ses formes impérialistes ou néo-coloniales.

Ce n'est pas un débat théorique. C'est un enjeu politique majeur. Nous devons regagner sur cet enjeu. Et faire reculer la prégnance des conceptions politiques bâties sur la puissance, sur la guerre et sur l'exercice de la force en tant que logiques présentées comme « naturelles » et soit disant incontournables dans la recherche de la sécurité internationale.

La pensée stratégique dominante imprègne toutes les politiques conduites face à l'ensemble des problèmes posés, face aux crises, aux insécurités, au terrorisme. Il faut « déconstruire » cette pensée idéologique pour légitimer une toute autre conception, une toute autre

vision de la sécurité pour les peuples et pour les relations internationales.”

**Jacques FATH**



LE MOUVEMENT DE LA PAIX